

FONDATION
croix-rouge française

Pour la recherche humanitaire et sociale



Humanitaires et journalistes à l'Est de la République démocratique du Congo Une amitié négociée

Marie FIERENS

Docteur en sciences de l'information et de la communication

Chargée de recherches du F.R.S-FNRS, Centre de recherche en information et
communication (ReSIC), Université libre de Bruxelles



Les Papiers de la Fondation n°16

Mai 2018

Cette recherche a été réalisée dans le cadre de l'appel à bourses postdoctorales lancé par la Fondation Croix-Rouge française.

La Fondation Croix-Rouge française, créée sur l'initiative de la société nationale de la Croix-Rouge française, a pour vocation d'initier, de soutenir et de récompenser les projets de recherche qui mettent en perspective les principes, pratiques et finalités d'une action humanitaire en transition.

À travers des appels à bourses postdoctorales, l'attribution de prix de recherche et l'organisation d'événements scientifiques, la Fondation Croix-Rouge française vise à définir les enjeux de l'action humanitaire de demain, accompagner les acteurs et les personnes, parties prenantes de la solidarité internationale, diffuser les savoirs issus de regards croisés et stimuler le débat.

Les propos et opinions exprimés dans cet article n'engagent que son/ses auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Croix-Rouge française.

Le contenu de cet article relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'auteur.

Il est interdit pour un usage autre que privé, scientifique ou pédagogique de reproduire, diffuser, vendre et publier intégralement ou partiellement sous quelque forme que ce soit cet article sans autorisation écrite particulière et préalable, dont la demande doit être adressée à la Fondation Croix-Rouge française.

© Tous droits réservés.

Pour citer cet article :

FIERENS Marie, « Humanitaires et journalistes à l'Est de la République démocratique du Congo : une amitié négociée », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n° 16, Mai 2018, 30p.

Résumé

La présente recherche questionne les relations que les acteurs humanitaires de Goma, chef de lieu de la province du Nord-Kivu située à l'Est de la République démocratique du Congo, entretiennent avec les journalistes congolais qui travaillent dans la ville. L'analyse de seize entretiens semi-directifs menés avec des humanitaires et des acteurs médiatiques alimente une réflexion relative à la façon dont ils interagissent. L'article détaille le contexte de leurs échanges, les objectifs qu'ils poursuivent, les moyens qu'ils déploient pour les atteindre ainsi que la façon dont ils évaluent leur collaboration. Plus globalement, il souligne l'importance de tenir compte des perceptions que les uns nourrissent à l'égard des autres, en vue d'assurer l'effectivité de l'action portée par les organisations humanitaires.

Mots-clés : Humanitaires, journalistes, communication, République démocratique du Congo, Goma.

Summary

This research questions the relationships that humanitarian actors in Goma (capital of the North Kivu province, Eastern Democratic Republic of the Congo) have with Congolese journalists working in the city. The analysis of sixteen semi-structured interviews with humanitarians and media actors helps understanding how they interact. The article sets out the context of their exchanges, the objectives they pursue, the means they use to achieve these objectives and the way they assess their collaboration. More generally, it emphasizes the importance of taking into account the perceptions towards each others, in order to achieve the effectiveness of the humanitarian relief.

Keywords: Humanitarian actors, journalists, communication, Democratic Republic of the Congo, Goma.

Remerciements

L'identification de personnes-ressources et le travail de terrain ont été rendus possibles grâce à l'indispensable collaboration de Monsieur Albert Tulinabo, éditeur du journal Le Peuple Souverain paraissant à Goma, par ailleurs coordonnateur du « club des journalistes amis de la Croix-Rouge » de Goma. Qu'il en soit ici remercié. Merci également à tous les acteurs médiatiques et humanitaires qui ont bien voulu m'accorder leur temps et leur confiance. J'espère qu'ils se retrouveront dans cette recherche et qu'elle pourra leur être utile, d'une manière ou d'une autre. Merci également au Professeur Marie-Soleil Frère qui a accompagné cette recherche tout au long de sa mise en œuvre.

Liste des sigles et acronymes

CICR : Comité international de la Croix-Rouge

DRC : Conseil danois pour les réfugiés

HCR : Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

JED : Journaliste en danger

Monusco : Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

MSF : Médecins Sans Frontières

OCHA : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs/Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies

Onu : Organisations des nations unies

RDC : République démocratique du Congo

RTNC : Radio télévision nationale congolaise

Remed : Réseau des médias pour le développement

UNFPA : United Nations Population Fund/Fonds des Nations unies pour le développement

Humanitaires et journalistes à l'Est de la République démocratique du Congo : une amitié négociée

Introduction

La présente recherche questionne les relations que les acteurs humanitaires, employés par des organisations internationales basées à Goma, entretiennent avec les journalistes congolais qui travaillent dans la ville. Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), est le théâtre de crises permanentes depuis des dizaines d'années¹. Il abrite par conséquent des centaines d'organisations humanitaires internationales² qui sont notamment porteuses d'initiatives destinées à sensibiliser les journalistes de la ville à la cause qu'elles défendent. Dans ce contexte, les acteurs humanitaires nourrissent des échanges soutenus avec les acteurs médiatiques de Goma. Ces relations revêtent de multiples formes : création de clubs de journalistes « amis » d'organisations humanitaires, ateliers de formation à destination des journalistes, distribution de supports d'information auprès des journalistes, fourniture de matériel, voyages de presse, conférences de presse, etc.

Si les objectifs poursuivis par de tels partenariats – parmi lesquels figure celui d'informer les journalistes et donc la population des activités menées par les humanitaires – paraissent louables, leur mise en œuvre pose parfois question. La réalité professionnelle des journalistes congolais modèle en effet la façon dont ils considèrent leurs échanges avec les travailleurs humanitaires. La plupart de ces journalistes ne sont que peu rémunérés et n'ont suivi aucune formation professionnelle. Aux yeux de certains d'entre eux, l'exercice du journalisme constitue un moyen de survie, grâce à la pratique du « coupage »³ notamment, ou grâce au cumul d'autres activités considérées comme rentables. Dès lors, les appuis financiers ou matériels constituent pour eux une aubaine à saisir, y compris ceux parfois offerts par les organisations humanitaires⁴. En interrogeant les pratiques qui lient les humanitaires et les journalistes de Goma, la recherche étudie les stratégies déployées tant par les humanitaires que par les journalistes, lors de leurs échanges. En étudiant leurs interactions routinières, cette étude souhaite contribuer à situer les acteurs tant humanitaires que médiatiques dans la mise en œuvre d'opérations d'information, d'éducation et de

¹ Mbavu Muhindo, V., *De l'AFDL au M23 en République démocratique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2014.

² Büscher, K. and Vlassenroot, K., « Humanitarian presence and urban development: new opportunities and contrasts in Goma, DRC », *Disasters* 34 (2), 2010, pp. 256-273.

³ « Une pratique qui consiste à octroyer aux journalistes venus couvrir un événement un cachet dont la hauteur est fixée au gré des organisateurs, de manière à le motiver pour rédiger absolument, voire favorablement, l'article. » Elongo, V., *Mutations politiques et pratiques journalistiques au Congo-Zaïre*, mémoire de DEA, Université libre de Bruxelles, 2004, p. 56, cité par Frère M.-S., « Informer dans un pays morcelé et déchiré », in Frère, M.-S. (dir.), *Afrique centrale. Médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005, p. 124.^[1]^[2]^[3] Voir aussi Lapess Munkeni, R., *Le coupage : Une pratique d'allocation des ressources dans le contexte journalistique congolais*, Paris, L'Harmattan, 2009.

⁴ Voir notamment Megaloudi, F., « Les médias se multiplient, mais la communication humanitaire n'atteint pas sa cible », www.irinnews.org, 28 mai 2013, consulté le 6 avril 2016.

communication susceptibles d'aboutir à une plus grande autonomie de la part des bénéficiaires de l'aide humanitaire.

Les relations qui unissent les médias internationaux et les humanitaires ont déjà fait l'objet de nombreuses recherches. Des études ont été menées tant par des acteurs de terrain que par des personnalités académiques. Elles soulignent le rôle ambigu joué par les médias dans l'action humanitaire⁵ ainsi que les « liaisons dangereuses » qui unissent journalistes et humanitaires⁶. Certaines d'entre elles démontrent la complexité des processus de récolte et de diffusion d'informations dans le cadre de situations d'urgence⁷ et interrogent l'utilité même de la communication des ONG humanitaires⁸. D'autres se focalisent encore sur les stratégies médiatiques des acteurs humanitaires, déployées à l'égard des médias internationaux⁹, et sur la façon dont certaines campagnes tendent essentiellement à susciter l'émotion auprès des publics occidentaux¹⁰. Des chercheurs ont également tenté de comprendre la façon dont la couverture médiatique d'une situation d'urgence peut favoriser une intervention étrangère¹¹, conformément au bien connu et très controversé « CNN effect »¹². Cependant, malgré le rôle crucial de prévention qu'assument ou que pourraient assurer les médias locaux et alors même que certains travaux soulignent la nécessité, pour les agences humanitaires, de les intégrer dans leur stratégie médiatique¹³, les publications concernant les liens qui unissent humanitaires et médias locaux sont encore peu nombreuses¹⁴.

⁵ Brauman, R. et Backmann, R., *Les médias et l'humanitaire*, Paris, CFPJ, 1996.

⁶ Alliot, P., *Médias et humanitaires : les liaisons dangereuses*, Mémoire, Institut Universitaire de Technologie, Tours, 2000.

⁷ Boegli, U., « A few thoughts on the relationship between humanitarian agencies and the media », *International Review of the Red Cross*, 38 (325), 1998, pp. 627-632.

⁸ Dauvin, P. (dir.), *La communication des ONG humanitaires*, Paris, L'Harmattan, 2010.

⁹ Vestergaard, A., « Humanitarian branding and the media: The case of Amnesty International », *Journal of Language and Politics*, 7 (3), 2008, pp. 471-493.

¹⁰ Franks, S., « The CARMA Report: Western Media Coverage of Humanitarian Disasters », *The Political Quarterly*, 77 (2), pp. 281-284. Fusaschi, M., « Victimes à tout jamais. Les enfants et les femmes d'Afrique. Rhétoriques de la pitié et humanitarisme spectacle », *Cahiers d'études africaines*, 2 (198-199-200), 2010, pp. 1033-1053. Lavoine, Y., *L'humanitaire et les médias*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2002. Gorin, V., « La couverture médiatique de la guerre civile du Biafra au regard des enjeux humanitaires dans les médias français, suisses et américains (1967-1970) », *Le Temps des Médias*, 2 (21), 2013, pp. 176-195. Mesnard, P., *La victime écran : la représentation humanitaire en question*, Paris, Textuel, 2002.

¹¹ Balabanova, E., « Media Power during Humanitarian Interventions: Is Eastern Europe any Different from the West? », *Journal of Peace Research*, 47 (1), 2010, pp. 71-82. Rotberg, R. and Weiss, T., *From massacres to genocide: The media, public policy and humanitarian crises*, Washington, Brookings, 1996. Soderlund, W. et al., *Humanitarian crises and intervention: Reassessing the impact of mass media*, Columbia, Association for Education in Journalism and Mass Communication, 2010.

¹² Qui désigne, globalement, l'influence des médias sur la politique étrangère des États.

¹³ Moke, M. and Rüther, M., « Media and humanitarian action », in Gibbons, P. et Heintze, J. (Eds), *The Humanitarian Challenge*, New York, Springer, 2015, pp. 253-263.

¹⁴ Voir notamment Frère, M.-S., « Les médias 'chiens de garde' des élections au Burundi et en RDC ? Une critique de l'assistance internationale aux médias », *Afrique contemporaine*, 256 (4), pp. 119-138.

Méthodologie et contingences de la recherche

Le présent travail a été soutenu par le Fonds Croix-Rouge française, durant une période d'un an. Dans une perspective qualitative, seize entretiens semi-directifs ont été menés avec des acteurs humanitaires et des journalistes de Goma. Le guide d'entretien destiné aux journalistes et au personnel humanitaire a été conçu de façon similaire, afin de pouvoir croiser les données recueillies à propos d'enjeux communs, discutés par les deux catégories d'acteurs. L'analyse des entretiens tient compte des catégories formées par les questions formulées dans le guide d'entretien, elles-mêmes fonction des objectifs poursuivis par la recherche. Ceux-ci consistent à identifier et à mieux comprendre le contexte dans lequel s'établissent les relations entre les personnes issues des sphères médiatique et humanitaire interrogées ; les buts poursuivis par ces personnes ; les moyens qu'elles mettent en œuvre pour les atteindre et la façon dont elles évaluent les retombées d'une telle collaboration. Il importe de noter que le terme « humanitaire » n'a pas fait l'objet d'une définition a priori mais a été laissé à l'appréciation des personnes interrogées. La prise en compte du matériel de communication fourni par les travailleurs humanitaires, de certaines productions médiatiques qui en découlent et de documents internes aux médias et aux organisations humanitaires a par ailleurs soutenu l'analyse des interviews.

Deux séjours au Nord-Kivu étaient initialement envisagés. Cependant, compte tenu de la situation sécuritaire très instable qui prévaut en RDC, particulièrement depuis les violences liées à la contestation du pouvoir de l'actuel président, Joseph Kabila¹⁵, le Fonds Croix-Rouge française a souhaité que la deuxième mission de terrain soit annulée. L'architecture globale de la recherche ayant été conçue en tenant compte d'un second séjour à Goma, cette modification du chronogramme dessine en grande partie les limites de cet article. Elle explique notamment le déséquilibre manifeste entre le nombre d'entretiens menés avec les acteurs humanitaires et avec les acteurs médiatiques : cinq entretiens ont été réalisés avec des acteurs de l'humanitaire identifiés comme majeurs par les journalistes de Goma, et onze avec des acteurs médiatiques. Ces derniers se sont montrés très accessibles. Ils ne doivent solliciter aucune autorisation préalable de la part d'une quelconque hiérarchie et étaient tous disposés à répondre aux questions. Réaliser des entretiens avec certaines personnes travaillant dans le secteur humanitaire à Goma s'est en revanche avéré plus difficile. Si l'assistant principal à l'information publique d'OCHA au Nord-Kivu s'est montré totalement disponible. S'il a été possible d'obtenir un rendez-vous avec le service communication du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les deux personnes représentant ce service ont cependant refusé de répondre aux questions du guide d'entretien, arguant du fait qu'une procédure interne prévoit que les sollicitations doivent d'abord être formulées par écrit et via courrier électronique, afin que le service communication puisse lui-même solliciter l'autorisation de répondre aux questions auprès de sa hiérarchie. Cette procédure a été suivie. Cependant, aucun entretien avec le service communication du CICR de Goma n'a pu être mené jusqu'au moment de la rédaction de cet article. La personne chargée de la communication au sein de Médecins Sans Frontières (MSF) à Goma a également dû solliciter l'avis de sa hiérarchie avant de répondre à mes questions. Mais la demande s'est faite de façon informelle et une réponse positive m'est parvenue très rapidement. L'entretien a donc pu être réalisé à Goma. Il a également été très facile d'obtenir un entretien avec

¹⁵ Le second mandat de Joseph Kabila est arrivé à son terme en décembre 2016 et la Constitution lui interdit de briguer un troisième mandat. Le président se maintient cependant au pouvoir. Le gouvernement congolais ne prévoit en effet pas l'élection de son successeur avant décembre 2018.

l'assistant principal à l'information publique au sein du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) au Nord Kivu, ainsi qu'avec le personnel de la Croix-Rouge du Nord-Kivu. Cette dernière organisation – nationale – a été considérée dans la présente recherche en tant que « partenaire naturel et privilégié » du CICR¹⁶. Toujours en raison du séjour annulé, les ressources documentaires récoltées ainsi que les entretiens effectués sont moins nombreux que prévu initialement.

Des interactions spécifiques

La ville de Goma abrite les bureaux d'une centaine d'ONG humanitaires internationales et de plus de deux cents ONG nationales. Elle est également le siège d'une quinzaine d'agences des Nations unies¹⁷. Le chef-lieu de la province du Nord-Kivu compte en outre de nombreux médias congolais : la Radio télévision nationale congolaise (RTNC), Radio Okapi (la radio de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, la Monusco), trois radiotélévisions commerciales¹⁸ ; une télévision commerciale ; quatre radios commerciales ; une radiotélévision communautaire¹⁹ ; une radio communautaire ; une radiotélévision confessionnelle²⁰ ; six radios confessionnelles²¹ et une quinzaine d'organes de presse écrite²². Dans ce contexte, les journalistes et les humanitaires de Goma entretiennent de multiples contacts. La grille des programmes des médias de la ville reflète en partie ces interactions. Elle est en effet fortement alimentée par des contenus relatifs à l'action humanitaire. À titre d'exemple, le rédacteur en chef de la radio communautaire Pole FM estime consacrer environ 30% de son temps d'antenne à des messages liés à l'humanitaire²³.

Le personnel humanitaire et les journalistes évoluent dans un contexte singulier qui constitue le cadre dans lequel les deux catégories d'acteurs interagissent, négocient leur rôle respectif et adaptent leur façon de travailler. Parmi les éléments structurants de cette relation cités par les personnes rencontrées figurent la précarité qui caractérise la profession de journaliste en RDC, le peu d'investissement consenti par les organisations humanitaires en vue de développer leur communication à l'égard des journalistes locaux ; la prépondérance du média radiophonique dans le paysage médiatique congolais ; les préjugés que la population nourrit à l'endroit du personnel humanitaire et la « fragilité » de l'État congolais²⁴.

¹⁶ CICR, « Coopération avec les sociétés nationales », 29 octobre 2010, www.icrc.org, consulté le 3 août 2016.

¹⁷ Liste des contacts humanitaires au Nord-Kivu produite par UN OCHA Goma établie le 27 mars 2015.

¹⁸ Dont l'une ne fonctionne en réalité qu'en radio.

¹⁹ Dont l'émetteur TV ne fonctionne plus à Goma.

²⁰ Qui, dans les faits, est commerciale.

²¹ Ce panorama médiatique a été dressé par Albert Tulinabo, en novembre 2017.

²² L'émission des radios et des télévisions est dépendante de l'alimentation en électricité, qui fait souvent défaut en RDC, ou, pour les médias qui en possèdent, du générateur. Les organes de presse écrite sont en général des bimensuels, des mensuels ou des trimestriels. La périodicité indiquée sur les publications n'est cependant presque jamais respectée.

²³ Kalenda, D., rédacteur en chef de Pole FM, entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

²⁴ Voir par exemple Brock, L., Holm, H.-H., Sørensen, G. & Stohl, M., *Fragile States: War and Conflict in the Modern World*, Cambridge, Polity Press, 2012.

Précarité professionnelle des journalistes

Les deux catégories d'acteurs – les journalistes et les humanitaires – affichent des profils professionnels très différenciés, qui confèrent une dimension asymétrique à la relation qu'ils entretiennent. Alors que le personnel des organisations humanitaires internationales et des agences de l'ONU disposent d'un contrat de travail ainsi que d'un salaire confortable, le personnel des médias de Goma n'est que peu ou pas rémunéré et dispose rarement d'un contrat de travail²⁵. Les journalistes interrogés mettent en avant la grande précarité économique et professionnelle dans laquelle ils évoluent. Nombre d'entre eux ont travaillé pour de multiples médias, durant des périodes plus ou moins longues. Les « entreprises médiatiques » elles-mêmes ne sont pas des structures pérennes et ne peuvent garantir un emploi à leurs journalistes. Cette situation caractérise les conditions de travail de la plupart des journalistes congolais, qu'ils travaillent à Goma ou ailleurs. En 2013, une étude mettait en avant les principaux défis auxquels faisait face le secteur médiatique congolais. Elle soulignait la faiblesse des ressources financières et matérielles des médias. Cette précarité résulte notamment d'un marché publicitaire peu régulé et désorganisé, d'un manque d'investissements de la part des opérateurs économiques, d'une mauvaise gestion interne et d'une politique inéquitable des autorités publiques vis-à-vis des médias privés. Les conditions salariales et contractuelles des journalistes sont également décrites comme extrêmement précaires et non réglementées. La formation des professionnels des médias présente en outre de nombreuses faiblesses en raison des lacunes affichées par l'enseignement primaire et secondaire, par la formation proposée par les instituts de journalisme ou encore par la formation continue. De plus, la RDC demeure un des pays où la liberté de la presse est la plus menacée²⁶, ce qui pousse les journalistes à l'autocensure²⁷. De manière générale, les journalistes congolais sont considérés comme peu professionnels par le personnel humanitaire qui travaille à Goma. Les acteurs médiatiques eux-mêmes reconnaissent sans peine certaines de leurs faiblesses et les dysfonctionnements de leurs médias. La situation professionnelle des journalistes employés par Radio Okapi est cependant spécifique. Ces derniers sont employés contractuellement et jouissent de salaires qui les mettent théoriquement à l'abri d'éventuelles tentatives de corruption ou de connivences déontologiquement peu acceptables. Ils disposent de moyens techniques et financiers importants pour effectuer leur travail. Les informations qu'ils diffusent sont en général jugées fiables et indépendantes par les auditeurs²⁸ et par les acteurs humanitaires. Par ailleurs, la radio onusienne dédie gratuitement de nombreux espaces radiophoniques

²⁵ Selon une enquête effectuée par Edgar Mahungu, enseignant en journalisme à Goma, sur la vingtaine d'organes de presse que compte la ville, trois seulement font signer un contrat de travail à certains de leurs employés. Mungazi Cosmas, « Goma: Les journalistes amis, une bonne affaire pour les ONG », *Syfia Grands Lacs*, Goma, 8 Février 2013.

²⁶ Le classement mondial de la liberté de la presse 2017 de Reporters Sans Frontières classe la RDC en 154^e position, sur 180 pays. Le rapport 2017 de Journaliste en danger (JED), détaille les atteintes à la liberté de la presse qu'ont subies les journalistes au cours de l'année. Il souligne particulièrement la responsabilité de l'État congolais dans le musèlement des médias. JED, « Rapport annuel 2017. République démocratique du Congo. La Répression se banalise », Kinshasa, 2017, disponible en ligne sur <http://jed-afrique.org/wp-content/uploads/2017/11/JED-RAPPORT-2017.pdf>.

²⁷ Bwiti, G., Fierens, M. et Frère, M.-S., « Médias pour la démocratie et la transparence en RDC (Lot 1) », Étude de base 2013, France Expertise Internationale (DFID/SIDA/Ministère français des Affaires étrangères), pp. 111-112.

²⁸ *Ibidem*, p. 40.

aux messages que désirent faire passer les humanitaires. Elle est donc un de leurs partenaires privilégiés.

Préjugés tenaces à l'égard des humanitaires et faiblesse de leur communication

Les habitants de Goma voient circuler des humanitaires depuis le milieu des années 1990²⁹ mais ne constatent aucune amélioration notable de leur situation. Ils s'interrogent donc sur l'efficacité de l'action des humanitaires ainsi que sur son bien-fondé. Le directeur de la radio commerciale Virunga Business Radio, exprime ce ressenti.

« Quand on voit les humanitaires, leur standing de vie, leur façon de vivre, leurs gros véhicules flambant neufs, leur fréquentation des hôtels, des restaurants où une bouteille de bière coûte dix dollars, on se dit : 'Finalement qu'est-ce qu'ils foutent ici ? Ils sont en vacances ou ils travaillent ?' [...] Depuis vingt ans, ils font la même chose mais la situation reste pareille.³⁰ »

La communication des humanitaires vers la population de Goma, peu développée, ne permet pas toujours de lever ces préjugés. Ce faible développement s'explique de différentes façons. Selon l'assistant principal à l'information d'OCHA Nord-Kivu, peu d'organisations humanitaires basées à Goma emploient des chargés de communication³¹. Par ailleurs, lorsqu'une personne est en charge de la communication au sein d'une de ces organisations, elle travaille souvent seule et doit assumer d'autres fonctions. À titre d'exemple, dans la province du Nord-Kivu, MSF dispose d'une section belge, d'une section française et d'une section hollandaise. Seule la section hollandaise dispose d'un « chargé de communication terrain ». Concrètement, une seule personne est en charge des relations avec les médias congolais. Par ailleurs, le « département communication » de MSF Hollande n'existe à Goma que depuis 2012 et est encore en cours de développement. Le chargé de communication terrain admet la faiblesse de la relation que son organisation entretient avec les médias locaux, dans la mesure où elle se cantonne souvent à diffuser des communiqués de presse ou son rapport d'activités³².

De manière générale, la plupart des organisations humanitaires basées à Goma reconnaissent volontiers l'importance du rôle des journalistes locaux dans la mise en œuvre d'actions humanitaires. Elles concèdent cependant ne pas travailler de manière optimale avec eux, faute de temps et de moyens. OCHA constitue une exception dans le paysage humanitaire de Goma. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies est notamment chargé de rassembler les acteurs humanitaires pour intervenir de façon cohérente dans les situations d'urgence et s'assurer qu'il existe un cadre dans lequel chaque acteur peut contribuer à l'intervention collective³³. Il consent des efforts importants pour entretenir de façon optimale les relations entre journalistes et personnel humanitaire. Au début de la décennie, OCHA a lancé une plateforme destinée à créer des synergies relatives à la communication des ONG humanitaires, le Humanitarian Information Group (HIG) qui

²⁹ Büscher, K. and Vlassenroot, K., « *Humanitarian presence and urban development: new opportunities and contrasts in Goma, DRC* », *op. cit.*, p. 259.

³⁰ Kubuya, T., directeur de Virunga Business radio (VBR), entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

³¹ Prekabo, V., assistant principal à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

³² Manengu, A., chargé de communication, Médecins Sans Frontières, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

³³ Site des Nations unies, <http://www.un.org/fr/humanitarian/overview/ocha.shtml>.

regroupe les chargés de communication des organisations humanitaires partenaires. Ces derniers se retrouvent une fois par mois pour « planifier ensemble certaines activités. » Les membres de la plateforme, créée aux alentours de 2010, organisent des manifestations communes et des visites de terrain avec les journalistes³⁴. Par ailleurs, les acteurs médiatiques de Goma peuvent disposer de la connexion internet d'OCHA, dans le cadre de leur travail. La façon de communiquer du bureau de coordination de l'action humanitaire est en général appréciée par les journalistes congolais.

La radio : un média privilégié dans un État fragile

Les journalistes jugent l'État congolais incapable d'assurer la sécurité de la population et de transmettre des informations fiables. La plupart d'entre eux entendent donc assurer ce rôle, au moins partiellement. Pour ce faire, ils souhaitent accéder à des informations détenues par les acteurs humanitaires. De leur côté, les organisations humanitaires désireuses d'atteindre les « populations bénéficiaires » privilégient les partenariats avec les radios, très populaires au Nord-Kivu³⁵. Un acteur humanitaire explique cette tendance.

« On dit que ce sont les radios qui sont beaucoup plus avantageuses ici, parce que la radio, vous n'avez pas besoin du courant. Dans de petits transistors, on peut utiliser des piles qui ne coûtent rien. Mais la télé c'est juste sur le plan urbain.³⁶ »

La télévision nécessite en effet un investissement de base minimum, de la part des téléspectateurs, et un approvisionnement en électricité qui fait souvent défaut³⁷. Elle est donc réservée à une certaine élite. Les organes de presse écrite ne sont quant à eux pas très prisés par les humanitaires. Les Congolais n'ont en effet pas l'habitude de lire les journaux, notamment parce que le taux d'alphabétisation est peu élevé³⁸, parce que les journaux coûtent cher³⁹, parce que leur parution est aléatoire et parce que l'information véhiculée est souvent obsolète, étant donné les délais d'impression des journaux⁴⁰.

Les acteurs humanitaires de Goma cherchent souvent à atteindre les Congolais situés en dehors du chef-lieu de la province, mais peinent à identifier des « relais » adéquats. Les médias ont en effet un périmètre de diffusion restreint. Seule Radio Okapi dispose d'un

³⁴ Prekabo, V., assistant principal à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016. En 2017, Vicky Prekabo a changé de fonction au sein d'OCHA. Cette plateforme ne semblait plus opérationnelle.

³⁵ IMMAR, « Étude médias en RDC. Résultats d'audience avril 2016, Goma », document de synthèse, p. 11.

³⁶ Prekabo, V., assistant principal à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

³⁷ Seulement 15% de la population congolaise a accès à l'électricité (de manière non continue étant donné les nombreuses coupures de courant). Radio Okapi, « 15% de la population a accès à l'électricité 'avec délestage », <https://www.radiookapi.net>, 9 juillet 2016, consulté le 15 décembre 2017.

³⁸ En 2016, 74,04% des personnes âgées de plus de 15 ans étaient alphabétisées. Institut de statistique de l'Unesco, « République démocratique du Congo », <http://uis.unesco.org/fr/country/cd>, consulté le 15 décembre 2017.

³⁹ Entre 3\$ à 5\$ alors que 90,7 % de la population dispose de moins de 2 \$PPA par jour. Institut de statistique de l'Unesco, « République démocratique du Congo », <http://uis.unesco.org/fr/country/cd>, consulté le 15 décembre 2017.

⁴⁰ Il n'existe pas d'imprimerie à Goma. Les journaux sont dès lors imprimés à Kampala, en Ouganda, distante d'environ 500 km de Goma où à Kigali, au Rwanda, plus proche mais où les coûts d'impression sont plus élevés.

réseau national⁴¹. La radio Pole FM couvre également une grande partie de la province du Nord-Kivu.

Des objectifs divergents

Les préoccupations des deux catégories d'acteurs ne sont pas toujours semblables. Lorsqu'ils interagissent avec les journalistes, les acteurs humanitaires sont guidés par un unique objectif : faire connaître leur action. Les journalistes souhaitent quant à eux collecter et partager l'information ; assurer un rôle de liaison entre les acteurs humanitaires et la population du Nord-Kivu et engranger des bénéfices. Ceux-ci peuvent se décliner en termes financiers, d'informations ou de contacts.

Des journalistes désireux de faire circuler les informations

Les journalistes et leur rédaction manquent de moyens pour se déplacer et obtenir certaines informations, en dehors de Goma. L'utilisation d'internet ne résout pas ce problème dans la mesure où le taux d'équipement est presque nul en dehors du chef-lieu et des villes de la province. Les contacts que les acteurs médiatiques entretiennent avec les humanitaires sont un moyen de contourner cette difficulté. Ces derniers disposent en effet d'un accès privilégié à l'information notamment en raison de leurs capacités de déplacement, de leurs réseaux de contacts et de leurs moyens financiers. Par ailleurs, certaines organisations humanitaires permettent aux journalistes de Goma de bénéficier de leur connexion internet. Les voyages de presse organisés par les organisations humanitaires sont particulièrement appréciés par les journalistes, dans la mesure où ils constituent des opportunités de s'informer sur la situation qui prévaut en dehors de Goma, dans les autres localités de la province du Nord-Kivu. Seule la radio Pole FM dispose de correspondants locaux⁴² et n'a donc pas besoin des humanitaires pour collecter l'information à l'intérieur de la province. Ces correspondants n'ont cependant qu'une capacité de mobilité réduite et recoupent donc également leurs informations auprès des acteurs humanitaires. Ces derniers permettent en outre aux correspondants de la radio de diffuser leurs informations, depuis des localités difficiles d'accès, grâce à leur connexion internet⁴³. Radio Okapi dispose quant à elle de ressources humaines, matérielles et financières propres et ne dépend donc pas des organisations internationales pour récolter l'information.

Des journalistes soucieux d'assurer un rôle de liaison

Certains journalistes disent vouloir jouer un rôle de « courroies de transmission », d'intermédiaires entre humanitaires et bénéficiaires de l'aide, en produisant des émissions durant lesquelles la population peut exprimer ses besoins et en relayant ces préoccupations auprès des acteurs humanitaires. Pour Albert Sumaili, journaliste de presse écrite depuis 25 ans, ce rôle est essentiel et participe au succès des opérations humanitaires.

⁴¹ Fondation Hirondelle, « Radio Okapi : Un réseau national durable d'information au service de la population Congolaise », document de projet 2013-2014, octobre 2012, p. 8. ^[1]_{SEP}

⁴² La radio compte des correspondants locaux qui travaillent depuis Masisi, Rutsuhuru, Lubero, Walikale, Bukavu et Beni. Kalenda, D., rédacteur en chef de Pole FM, entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁴³ *Idem*.

« Moi, je pense que nous avons un grand rôle à jouer. Vous savez que les actions que les organisations humanitaires posent ici, parfois elles n'atteignent pas leur cible. Nous sommes obligés de voir l'impact des activités qu'elles mènent sur terrain pour dire : 'cela marche, cela ne marche pas'.⁴⁴ »

Pour la rédactrice en chef de la radiotélévision Emmanuel, il importe que ce soit des journalistes congolais qui s'adressent à la population congolaise. « Pour parler à ces populations locales, il faut avoir des journalistes qui sont aussi locaux et disent : 'ces gens-là, ils ne sont pas dangereux mais ils viennent pour vous'.⁴⁵ » Selon elle, les acteurs médiatiques congolais doivent clarifier le rôle des humanitaires afin de lever toute ambiguïté.

« Des fois, quand on voit un Blanc, on voit quelqu'un qui vient d'une ONG, on voit le véhicule d'une ONG, on se dit : 'On a la réponse à tout, on a la solution à tout'. Alors il faut quelqu'un, un interprète, un porte-parole qui dise : 'Attention, leur début c'est ici et leur fin c'est là'.⁴⁶ »

Certains journalistes considèrent également le fait de rapporter la situation précaire dans laquelle vivent une grande partie des Congolais, le fait d'attirer l'attention des acteurs humanitaires et du gouvernement, comme une forme d'action humanitaire. Ce faisant, les journalistes de Goma revendiquent leur rôle dans le rétablissement et le maintien de la paix. La liberté d'expression très réduite dont ils disposent entrave cependant cette fonction. Il est en effet dangereux de véhiculer des informations qui mettent l'État congolais en cause. Les journalistes ont donc régulièrement recouru à l'autocensure.

Des journalistes à la recherche de bénéfices

Travailler en collaboration avec les humanitaires permet à de nombreux journalistes d'engranger des bénéfices. Ceux-ci se traduisent notamment en termes d'informations, comme lorsqu'ils participent à des voyages de presse qui nourrissent le contenu de leur média.

Dans un contexte caractérisé par la prépondérance de l'économie informelle⁴⁷ et dans la mesure où « le secteur humanitaire » est devenu la principale source d'opportunités économiques⁴⁸ tant pour la population dans son ensemble que pour les journalistes en particulier, ces bénéfices peuvent également se traduire en termes financiers. Il existe différentes formes de rétributions dont bénéficient les journalistes. Elles sont appelées « transports » lorsque, à l'issue d'une conférence de presse, les journalistes perçoivent une somme d'argent censée couvrir leurs frais de déplacement. Elles portent plus souvent le nom de « per diem » quand il s'agit d'évoquer les 5 à 7\$ perçus quotidiennement par les journalistes, lorsqu'ils assistent à des ateliers de formation organisés par les humanitaires. Elles prennent encore la forme d'une rémunération plus importante lorsqu'il s'agit

⁴⁴ Sumaili, A., éditeur du journal *L'Etoile du Kivu*, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁴⁵ Kabuya, M.-N., rédactrice en chef à la radiotélévision Emmanuel, entretien personnel, 4 octobre 2016.

⁴⁶ *Idem.*

⁴⁷ Le secteur informel représente 90 à 95% de la population active. PNUD, rapport national sur le développement humain 2016. « Croissance inclusive, développement durable et défi de la décentralisation en République démocratique du Congo », août 2017, p. 71, disponible en ligne sur <http://www.cd.undp.org/content/rdc/fr/home/library/planification-du-developpement/rapport-national-sur-le-developpement-humain-2016--rndh-2016-.html>.

⁴⁸ Büscher, K., and Vlassenroot, K., « Humanitarian presence and urban development: new opportunities and contrasts in Goma, DRC », *op. cit.*, p. 259.

explicitement de diffuser un publiereportage et d'ainsi participer à l'action de communication de l'organisation. « Si les humanitaires veulent qu'on les accompagne dans leur communication [...], à un certain moment, il faut payer », explique un journaliste⁴⁹. Cette rémunération peut être formalisée par contrat ou être octroyée de façon informelle. Elle est alors appelée « coupage ». Les acteurs humanitaires privilégient la première option ; les acteurs politiques la seconde. Le montant de la rémunération conditionne la « motivation » des journalistes. L'un d'eux rapporte une conversation éloquente.

« Une consœur qui travaillait chez Mishapi⁵⁰ et qui est actuellement à la RTNC me disait : 'le coupage, ça donne l'inspiration... Quand tu as le coupage, tu écris ton papier, tu sens que tu peux même écrire un papier de dix pages !⁵¹ »

À quelques exceptions près, dont OCHA et la Monusco font partie⁵², les organisations humanitaires acceptent la plupart du temps de prévoir ces « transports » et autres « per diem », conscientes du fait qu'il s'agit souvent de la seule rétribution financière dont disposent leurs interlocuteurs journalistes et donc, de la seule manière de s'assurer de leur présence. Elles affirment cependant avoir du mal à répondre aux attentes financières des journalistes, faute de budgets suffisants. C'est pour cette raison qu'elles limitent le nombre de médias conviés à leurs points presse et qu'elles préfèrent leur envoyer des communiqués de presse, peu coûteux.

Lorsqu'ils interagissent avec les acteurs humanitaires, certains journalistes cherchent également à nouer des contacts susceptibles de les faire évoluer d'un point de vue personnel. Un journaliste, aujourd'hui chef de division communication et relations publiques à la Croix-Rouge du Nord-Kivu, le dit sans ambages.

« Peut-être que j'aimerais un jour être dans les grandes organisations humanitaires, ou bien que mon nom soit un jour gravé sur la liste de ceux qui ont rendu peut-être une assistance à la communauté congolaise. [...] C'est pas question de se cacher, de se voiler la face. Les hommes sont toujours dynamiques. On n'est jamais statiques. [...] Enfin ça dépend des ambitions. Parce qu'il faut toujours chercher à émerger.⁵³ »

Si cette recherche de bénéfices est compréhensible – étant donné le contexte économique, social et politique dans lequel travaillent les journalistes – et d'ailleurs souvent comprise et acceptée par les acteurs humanitaires, elle n'en demeure pas moins questionnable et sources de réticences. Les journalistes en sont conscients.

« Il faut voir comment les journalistes s'agglutinent à la Monusco, presque chaque jour, là-bas. Pour espérer non seulement avoir de l'information, un boulot ou bien pour voir si on organise des petites réceptions.⁵⁴ »

Il convient cependant de noter que le cas de Radio Okapi est singulier. La plupart des journalistes de ce média n'entendent pas engranger de bénéfices lorsqu'ils travaillent avec les humanitaires. Ils disposent en effet de moyens de déplacements conséquents et de rémunérations confortables.

⁴⁹ Katondji, B., chef d'antenne de l'Observatoire des médias congolais et directeur commercial de la RTNC, entretien personnel, Goma, 3 octobre 2016.

⁵⁰ Une radiotélévision commerciale.

⁵¹ Kalenda, D., rédacteur en chef de Pole FM, entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁵² Les cafés de presse organisés par OCHA et les conférences de presse de la Monusco ne font l'objet d'aucune transaction financière.

⁵³ Rushago, V., chef de division communication et relations publiques à la Croix-Rouge RDC, Province du Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 3 octobre 2016.

⁵⁴ Sumaili, A., éditeur du journal *L'Etoile du Kivu*, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

Des humanitaires qui veulent communiquer

De leur côté, les organisations humanitaires souhaitent avant tout faire connaître leur action dans la province du Nord-Kivu, et la rendre compréhensible aux yeux de la population. Elles sont conscientes que la plupart des Congolais peinent à comprendre le rôle des nombreuses ONG internationales présentes à Goma et dans la province. Elles savent également que nombre d'entre eux nourrissent des préjugés à leur égard. C'est pourquoi certaines d'entre elles approchent les médias congolais. L'assistant principal à l'information publique d'OCHA l'explique.

« Depuis peu, on a réalisé que, pour plusieurs années, on était là, mais la population locale se demandait ce que nous faisons. 'Vous passez ici dans des jeeps mais vous faites quoi ?' [...] 'Vous passez par-là, mais la route vous ne l'aménagez pas'. 'Vous buvez tous les soirs mais vous faites quoi ?' 'Cette école est en lambeaux mais vous ne la construisez pas !' 'Les bâtiments ici, il faut aider l'État à réhabiliter les bâtiments publics !' C'est sur cette base que nous avons dit que les médias ont un rôle important à jouer.⁵⁵ »

Le public cible visé par les actions de communications des humanitaires est principalement la population bénéficiaire de l'aide.

Des moyens spécifiques

Compte tenu des visées singulières qu'ils poursuivent ainsi que des contextes professionnels divergents dans lesquels ils évoluent, les humanitaires et les journalistes développent des moyens spécifiques pour atteindre leurs objectifs.

Des groupes de journalistes « amis » des humanitaires

Certains acteurs humanitaires se montrent désireux de travailler avec des groupes structurés de journalistes. Ces derniers l'ont compris et se sont rassemblés au sein de « clubs de journalistes amis de... »⁵⁶. Ces clubs sont des structures au sein desquelles les journalistes membres peuvent jouir de formations, de voyages de presse et d'un accès privilégié à l'information détenue par les organisations partenaires. Selon certains acteurs médiatiques – jouissant souvent d'un salaire en tant que journalistes –, ces clubs seraient un moyen d'inféoder les journalistes membres. Le terme « ami » serait un euphémisme pour justifier une relation « win-win », déontologiquement peu acceptable⁵⁷. En tant qu'« amis », il leur serait en effet très difficile de critiquer les dysfonctionnements éventuellement constatés. Pour d'autres, il s'agit de « cercles fermés », réservés aux journalistes qui jouissent des « avantages » liés à leur statut de membre du club⁵⁸. Un acteur médiatique s'interroge : « Pourquoi on n'a pas fait de tous les journalistes de Goma des journalistes amis de la Croix-Rouge ? »⁵⁹ Les difficultés d'accès à l'information ainsi que le contexte économique dans lequel travaillent les journalistes expliquent en grande partie l'attrance des acteurs médiatiques pour ce genre d'initiatives⁶⁰. Le coordonnateur du club des journalistes amis de

⁵⁵ Prekabo, V., assistant principal à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁵⁶ Voir Mungazi, C., « Goma: Les journalistes amis, une bonne affaire pour les ONG », *op. cit.*

⁵⁷ Kubuya, T., directeur de Virunga Business radio (VBR), entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁵⁸ Kalenda, D., rédacteur en chef de Pole FM, entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁵⁹ Kubuya, T., directeur de Virunga Business radio (VBR), entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁶⁰ Mungazi, C., « Goma: Les journalistes amis, une bonne affaire pour les ONG », *op. cit.*

la Croix-Rouge du Nord-Kivu le déplore : « la plupart [des journalistes du club] courent derrière l'argent ». Il tempère cependant :

« Mais les objectifs sont vraiment louables. Certains disent : 'comment je vais aller dans cette réunion alors que j'ai une famille qui doit manger ? [Il] vaut mieux d'abord chercher quelque chose.' C'est ça le grand problème. C'est pourquoi ils venaient là-bas, à ces réunions. Ils viennent avec des idées très bonnes, mais dans leur tête il y a quand même les 5\$ [de transport].⁶¹ »

Jusqu'à récemment, il existait un club des journalistes « amis de la Croix-Rouge de Goma », associé à la Croix-Rouge et soutenu par le CICR ; un club des journalistes « amis du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés », associé au HCR, ou encore « le réseau des journalistes et communicateurs pour la population », associé à l'UNFPA. En 2017, plus aucune de ces associations ne se réunissait régulièrement. La plupart de ces structures font effectivement long feu. Elles sont considérées, par les acteurs humanitaires, comme éphémères par nature. Ces derniers investissent dans la formation et l'information des journalistes membres de ces clubs « amis » de leur organisation et leur proposent un « per diem » ou un « transport » – environ 5\$ par réunion – durant un laps de temps plus ou moins défini. Une fois les journalistes considérés comme suffisamment au fait des activités menées par l'organisation et capables de traiter les informations qu'elle désire faire circuler, ces clubs sont censés se réunir de leur propre initiative et sans soutien – notamment financier – de la part humanitaires. Dans la réalité cependant, ces structures cessent en général de fonctionner dès que s'interrompt l'appui des humanitaires.

Seul le Remed, le Réseau des médias pour le développement, créé en 2008, s'impose comme un partenaire privilégié, depuis neuf ans, de divers acteurs humanitaires basés à Goma. Le Remed se différencie des clubs précédemment cités car il dispose de financements structurels et de statuts définis. Il rassemble des dizaines de médias et non quelques journalistes. Le Remed constitue une plate-forme intermédiaire entre quarante-quatre médias du Nord-Kivu⁶² et six organisations à vocation humanitaire ou de développement qui sont autant de partenaires financiers : l'Unicef, le plus important ; le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) ; Butterfly (Corée du Sud) ; Oxfam, Living in Peace et Caritas. Son objectif consiste à « promouvoir l'utilisation des médias comme outil de développement, de démocratie, de paix, de santé, de justice et de solidarité ». Le réseau entend ainsi

« donner la chance à la population du Nord-Kivu en particulier et celle de la République Démocratique du Congo en général d'accéder gratuitement à l'information et formation correcte pour le changement de comportement et de mentalité afin de se développer »⁶³.

Concrètement, les médias partenaires signent un protocole d'accord avec le Remed, dans le cadre d'un projet développé et financé par l'une des organisations partenaires. Ce protocole prévoit par exemple qu'un média s'engage à diffuser, durant neuf mois, les spots réalisés par l'organisation partenaire et met un journaliste à disposition pour assurer la production d'émissions de proximité. En échange de ces prestations, le média perçoit la somme de 500\$. De nombreux journalistes considèrent le Remed comme une agence de communication et non comme un réseau de médias. Il entretiendrait la confusion entre

⁶¹ Tulinabo, A., coordonnateur du « Club des journalistes amis de la Croix-Rouge » de Goma et éditeur du journal *Le Peuple Souverain*, entretien personnel, Goma, 7 octobre 2016.

⁶² Le Remed compte 74 radios membres dont 44 radios dans la province du Nord-Kivu, 3 organes de presse écrite et 4 chaînes de télévision, 12 dans la province du Sud-Kivu et 18 dans la province de l'ex-Katanga.

⁶³ Document de promotion, Remed.

information et communication en n'identifiant pas clairement la source des messages diffusés et court-circuiterait les formes de collaborations mises en place de façon informelle par les journalistes et les humanitaires. Les journalistes ne seraient en effet plus en mesure de toucher directement et individuellement les « per diem » et les « transports » proposés par la plupart des acteurs humanitaires.

Des espaces de diffusion achetés par les humanitaires

La plupart des contenus humanitaires diffusés sur les radios du Nord-Kivu sont conçus par les acteurs humanitaires eux-mêmes, qui proposent dès lors des « prêts à diffuser » aux médias qui leur semble constituer des vecteurs adaptés de leur message. Plus rarement, certains médias produisent eux-mêmes des contenus pour le compte d'organisations humanitaires en échange d'une rétribution financière ou de matériel nécessaire à l'activité journalistique (dictaphones, ordinateurs...). Ces émissions sont dédiées à une organisation humanitaire et annoncées en tant que telles, lors de la diffusion. Il arrive également qu'une organisation humanitaire juge favorablement des émissions déjà existantes. Elle peut alors proposer au média de financer (à hauteur d'environ 2000\$ par mois) lesdites émissions, sans demander pour autant que son nom soit mentionné⁶⁴.

Des prises de contacts ciblées, à l'initiative des humanitaires

Les humanitaires sont souvent à l'initiative de la relation qui s'établit avec les acteurs médiatiques. Diverses raisons sont avancées tant par les acteurs médiatiques que par les acteurs humanitaires pour expliquer cette tendance unidirectionnelle. Il s'agit principalement du manque d'accessibilité des humanitaires et du manque de ressources des journalistes. Pour cibler les médias et les journalistes, certaines organisations humanitaires effectuent un monitoring des médias de la province afin de connaître ceux qui communiquent effectivement sur leur action. Les humanitaires disposent par ailleurs de listes de contacts, qui reprennent les noms des journalistes supposés être les plus importants de la région. Les organisations humanitaires procèdent en outre elles-mêmes à de petits « sondages » dans les zones où elles opèrent, afin d'établir des listes de journalistes et de médias. Enfin, certains chargés de communication ont exercé la profession de journaliste et nourrissent donc des contacts personnels avec les journalistes de Goma.

Des ateliers de formations organisés par les humanitaires

Les journalistes sont régulièrement conviés à des « ateliers de formation » organisés par les acteurs humanitaires désireux de fournir des clés de compréhension aux personnes qui porteront leur message. Étant donné le faible niveau de formation des journalistes, les humanitaires souhaitent en effet s'assurer que le message ne sera pas tronqué et donc potentiellement vecteur de malentendus qui pourraient mettre leur action en péril. La thématique des ateliers de formation dépend de l'action portée par l'organisation humanitaire qui les met sur pied. Comme l'explique un journaliste, la plupart de ces ateliers rappellent également les principes de base du journalisme.

⁶⁴ Mukosasenge, V., directeur de programmes information à la radiotélévision communautaire Tayna (RTCT), entretien personnel, Goma, 2 octobre 2016.

« On nous rafraîchit la mémoire sur les différents formats de genres journalistiques. [...] Ils nous disent : 'voilà, le journaliste se comporte comme ça, il ne doit pas faire ça.' [...] Ils exposent également les activités des organisations humanitaires. [...] Après nous avoir parlé de notre métier, ils nous parlent maintenant de leurs activités.⁶⁵ »

Les journalistes bénéficient d'un repas et reçoivent en général un « per diem » ou un « transport » à l'issue de ces formations. « Il ne dépasse jamais 10\$. Par contre le manger est bon, il y a toujours un buffet qui nage entre 10 et 15\$ par personne », détaille un habitué de ces formations⁶⁶.

Des conférences de presse

Des conférences de presse sont également régulièrement organisées par les organisations humanitaires. À l'issue de certaines d'entre elles, les journalistes dont le nom figure sur la liste des invités perçoivent un « transport » d'environ 5\$. Les « cafés de presse » qu'OCHA organisait tous les mois jusqu'à récemment étaient particulièrement appréciés par les journalistes de Goma. Il s'agit d'une structure de communication, bien connue tant des acteurs médiatiques que des humanitaires de la ville, qui permet de faire dialoguer les deux catégories d'acteurs. L'objectif de ces cafés de presse consiste à partager l'information.

« L'objectif, brièvement, c'est [de] nous mettre en contact avec les médias, leur donner des informations à la source en partant des thématiques que nous développons comme acteurs humanitaires. C'est sous forme d'une conférence. [...] Il y a par exemple une maladie qui est en train de décimer les bananeraies ici. Ça, c'est un danger parce qu'il y a les familles qui vivent par ces bananeraies. On appelle les médias dans un café de presse avec [pour] titre cette problématique. »

Aucune rétribution financière n'est proposée aux journalistes à l'issue de ces cafés de presse, ce qui ne freine nullement leur participation.

« Nous avons été très clairs au départ en disant que : 'vous, vous êtes journalistes et vous savez que dans ce métier, si vous allez couvrir quelque chose, vous ne devez pas prendre de l'argent. Vous le savez.' On a longuement et à maintes reprises échangé avec eux.⁶⁷ »

Ces cafés de presse étaient donc très bien accueillis par les journalistes. Ils ont cependant cessé d'être organisés depuis le récent remplacement de l'assistant principal à l'information d'OCHA.

La Monusco organise également une conférence de presse hebdomadaire, non rémunérée. Elle sert d'espace de communication à la Mission et à toutes les Agences onusiennes en RDC. La conférence de presse est diffusée en direct sur Radio Okapi. Une journaliste, détaille l'intérêt que suscite ce rendez-vous hebdomadaire.

« Les gens savent que chaque mercredi, il faut suivre ce qu'on a dit dans la conférence hebdomadaire de la Monusco. Les questions qui touchent la population, les questions qui

⁶⁵ Sumaili, A., éditeur du journal *L'Etoile du Kivu*, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁶⁶ Tulinabo, A., coordonnateur du « Club des journalistes amis de la Croix-Rouge » de Goma et éditeur du journal *Le Peuple Souverain*, entretien personnel, 7 octobre 2016, Goma.

⁶⁷ Prekabo, V., assistant principal à l'information publique OCHA, Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

font mal, les journalistes sont allés poser ces questions là-bas, ils vont revenir avec dans le journal. On attend.⁶⁸ »

Plus-value, écueils et malentendus

Les entretiens ont mis en lumière la façon dont les acteurs humanitaires et médiatiques évaluent les retombées de leurs interactions. Chacune des deux catégories d'acteurs a été interrogée sur les avantages et les inconvénients qu'elle attribue à de telles collaborations.

Des avantages, selon les journalistes

Les journalistes soulignent les bénéfices qu'ils retirent des cafés de presse autrefois organisés par OCHA. Non seulement ces réunions leur donnaient le sentiment d'être considérés comme des partenaires valables – « eux au moins ils songent à nous », se réjouit Albert Tulinabo⁶⁹ – mais ces rencontres auraient en outre permis de déconstruire certains des préjugés nourris par la population à l'égard des acteurs de l'humanitaire et de fluidifier la circulation des informations.

Les collaborations avec le CICR et avec MSF sont également en partie appréciées par les journalistes de Goma du fait que les deux organisations prennent sporadiquement en charge la logistique et les frais relatifs au transport de journalistes et rendent ainsi accessibles des informations sécuritaires jugées primordiales pour la population.

Certaines organisations humanitaires disposent par ailleurs de « points focaux » et de personnel dans des zones en conflit qui sont autant de « sources-relais » permettant aux journalistes de Goma d'obtenir des informations relatives à la sécurité dans certains territoires difficilement accessibles.

Les ateliers de formation organisés par les humanitaires sont aussi considérés comme des lieux de récolte d'informations ou de renforcement des compétences. Ces ateliers sont encore jugés utiles, par certains journalistes, parce qu'ils contribuent à ramener la paix dans la région. « Il y a des activités de formation par exemple sur la pacification. [...] Lorsqu'on organise des ateliers avec les notables locaux, on appelle aussi les journalistes pour assister et pour diffuser ça.⁷⁰ » Le rôle joué par les acteurs humanitaires dans ce contexte est donc apprécié.

Des améliorations, selon les humanitaires

Les acteurs humanitaires notent également quelques avancées rendues possibles grâce aux journalistes. Grâce au travail de ces derniers, certains humanitaires constatent qu'ils accèdent plus facilement aux populations ciblées par leurs actions. C'est notamment le cas de la Croix-Rouge du Nord-Kivu. Les relations avec les médias auraient en effet permis de mieux faire accepter l'action des humanitaires. « Nous l'avons vu, chaque fois qu'on arrive,

⁶⁸ Kabuya, M.-N., rédactrice en chef à la radiotélévision Emmanuel, entretien personnel, 4 octobre 2016.

⁶⁹ Coordonnateur du « Club des journalistes amis de la Croix-Rouge » de Goma et éditeur du journal *Le Peuple Souverain*, entretien personnel, 7 octobre 2016, Goma.

⁷⁰ Sumaili, A., éditeur du journal *L'Etoile du Kivu*, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

on ne jette pas les pierres sur nos véhicules.⁷¹ » Des motards proposeraient même de transporter le personnel de l'organisation. La population, sensibilisée au travail de la Croix-Rouge grâce aux informations diffusées par les médias, principalement les radios, connaît désormais son action et la facilite.

« Souvent, il y a des barricades sur la route, il y a des pierres, des pneus. Mais souvent, quand on voit le véhicule de la Croix-Rouge passer, les gens qui entendent, qui sont toujours informés, ils disent : 'la Croix-Rouge est là, il faut la laisser passer'. Même les badauds enlèvent les pierres si on dit que la Croix-Rouge doit passer.⁷² »

Les humanitaires soulignent cependant les nombreux écueils qui entravent la relation qui les unit aux journalistes congolais.

Des journalistes peu professionnels, selon les humanitaires

Le manque de professionnalisme des journalistes est déploré de façon récurrente par les acteurs humanitaires. Les radios communautaires sont considérées comme des partenaires particulièrement peu fiables de ce point de vue. Selon MSF, certains journalistes interprètent à leur manière les communiqués fournis par l'organisation, sans chercher à recouper ou vérifier les informations, obligeant ainsi l'organisation à contacter les radios pour corriger les incohérences et les manquements.

« Surtout quand il s'agit d'informations qui touchent à la sécurité. C'est rare qu'il y ait ce genre d'incidents et qu'on ne soit pas obligés d'appeler une ou deux radios pour demander de rectifier l'information, parce qu'elle est incorrecte, parce que les sources ne sont pas assez diversifiées »⁷³.

Ce manque de professionnalisme alimente la réticence des humanitaires. « On doit s'assurer que ça en vaut réellement la peine et récolter toutes les informations nécessaires par rapport à ces médias et par rapport à ces journalistes »⁷⁴, explique le chargé de communication de MSF. Une information véhiculée par une radio peut en effet être mal interprétée par une communauté et ainsi perturber les activités de l'organisation humanitaire et mettre son personnel en danger. Les acteurs humanitaires considèrent également que les journalistes manquent de proactivité. L'assistant principal à l'information publique d'OCHA dresse le constat suivant :

« Il y a beaucoup d'organes qui n'agissent pas en professionnels. Un journaliste, ce n'est pas quelqu'un qui reste et qui attend l'information. Un journaliste, c'est quelqu'un qui cherche l'information. [...] Ils sont là, ils attendent. Pour aller quelque part, on doit leur donner le transport. Très peu d'entre eux cherchent le scoop.⁷⁵ »

Parmi les raisons probables à l'origine de cette attitude passive figure le fait que les journalistes ne disposent ni des moyens financiers ni des ressources logistiques pour contacter les humanitaires. Les journalistes, quant à eux, se disent fatigués de se heurter à des refus systématiques de communiquer de la part des organisations humanitaires, qui

⁷¹ Muamba, M., président provincial de la Croix-Rouge province du Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁷² Rushago, V., chef de division communication et relations publiques à la Croix-Rouge RDC, Province du Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 3 octobre 2016.

⁷³ Manengu, A., chargé de communication, Médecins Sans Frontières, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁷⁴ *Idem*.

⁷⁵ Prekabo, V., assistant principal à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

doivent solliciter l'aval de leur hiérarchie avant de divulguer certaines informations. Le chargé de communication de MSF avance également l'hypothèse selon laquelle les journalistes ne s'intéressent que très peu à la qualité de l'information qu'ils collectent, et davantage au profit financier qu'ils peuvent en tirer. Certains acteurs médiatiques ne sont en effet disposés à diffuser l'information récoltée qu'en échange d'une somme d'argent, ce que condamnent d'autres confrères. Il s'agirait d'une façon de faire intégrée de longue date par certains journalistes, rarement remise en question. « On a intégré que les humanitaires, s'ils font une conférence de presse, ils doivent payer. Ils ont l'argent pour ça.⁷⁶ » Les journalistes pointent également la responsabilité des humanitaires, qui feraient perdurer cette routine. « Les responsabilités sont partagées dans cette situation où les gens stagnent. Ça n'avance en rien.⁷⁷ » Ils dressent par ailleurs une longue liste des aspects qu'ils jugent problématiques, dans la relation qui les unit aux acteurs humanitaires.

De très nombreux écueils, selon les journalistes

La principale critique émise par les journalistes à l'égard des humanitaires est leur manque d'accessibilité et leur volonté de contrôler l'information. Les organisations humanitaires internationales sont en effet jugées très peu ouvertes à l'égard des médias congolais. Des progrès sont soulignés, mais aussitôt nuancés.

« Depuis quelques temps, les ONG commencent à se remettre en cause elles-mêmes, elles ont commencé à créer en leur sein des services de communication. Mais c'est plus des services de rapportage pour leur siège que pour les médias locaux.⁷⁸ »

MSF est considérée, par les journalistes, comme une organisation difficile d'accès, qui ne communique que très rarement et de façon très contrôlée. Les contacts dépendraient cependant de la personne à qui les journalistes s'adressent, au sein de l'organisation. La personnalité, le profil professionnel des employés ainsi que la façon dont ils ont été recrutés seraient déterminantes. « Ça dépend de qui sont les 'dir. info', les 'dir. com.', là-bas dans leurs différentes structures. Parce que le recrutement dans les ONG se passe souvent sur base de filières.⁷⁹ »

Le CICR est également considéré comme difficile d'accès et peu enclin à communiquer. Les journalistes considèrent que l'organisation est particulièrement « hiérarchisée ». « Au CICR, si le chef de la sous-délégation n'est pas là, personne ne parle.⁸⁰ » Les étapes nécessaires à l'obtention d'une information sont nombreuses et dissuasives, aux yeux des journalistes.

« Quand vous appelez quelqu'un [du CICR] qui est ici [à Goma], il va dire qu'il faut appeler Kinshasa. Ils disent : 'Il faut appeler quelqu'un de Genève'. Est-ce que moi j'ai le numéro de quelqu'un des médias qui est à Genève ? Alors vous voyez, c'est un peu compliqué.⁸¹ »

⁷⁶ Kalenda, D., rédacteur en chef de Pole FM, entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁷⁷ *Idem.*

⁷⁸ Kubuya, T., directeur de Virunga Business radio (VBR), entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁷⁹ Wundi T., rédacteur en chef à la RTNC et correspondant principal pour Journaliste en danger (JED) à Goma, entretien personnel, Goma, 3 octobre 2016.

⁸⁰ Kalenda, D., rédacteur en chef de Pole FM, entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁸¹ Malivika, A., correspondant pour *Voice of America* (VOA), entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

La communication de MSF est jugée tout aussi sévèrement. « Vous allez demander à celui-ci, il va vous envoyer chez l'autre. Et l'autre, ça devient une longue histoire.⁸² » Les journalistes de Goma n'ont que peu de crédit sur leur téléphone, faute de moyens financiers, et cessent de chercher l'information après deux ou trois coups de téléphone. De son côté, le chargé de communication de MSF dit recevoir peu d'appels. Il souligne également que les journalistes désirent une réponse immédiate, en toutes circonstances. Il lui est cependant difficile de leur répondre rapidement lorsqu'il s'agit d'informations sécuritaires, dans la mesure où une procédure claire et stricte doit être respectée. Après avoir été contacté par le chargé de communication, le chef de mission décide d'accorder ou non l'interview à un journaliste, selon la pertinence du sujet et les sensibilités liées au contexte qui prévaut dans les zones d'intervention, au moment de la demande de l'interview. Dans certaines situations très sensibles, le chargé de communication internationale et l'équipe des opérations au siège peuvent donner un conseil s'il faut communiquer davantage ou pas sur un incident donné, en complément à l'information déjà partagée antérieurement avec les journalistes de la région sur le même sujet.

La Croix-Rouge du Congo est jugée plus facile d'accès que le CICR, « parce que c'est la Croix-Rouge nationale, ce sont des Congolais, des jeunes Congolais. Si quelqu'un est chargé de communication, vous pouvez faire une interview avec lui, même au téléphone.⁸³ » Pourtant, la hiérarchie structure également la circulation de l'information. Elle est normalement gérée au niveau provincial, mais dans certains cas, la communication doit être traitée au niveau national. « Si c'est une information de ce que nous faisons, de ce qu'est le mouvement, là on peut parler. Mais si c'est une information sensible qui touche parfois les pouvoirs publics, on se réserve.⁸⁴ » Les informations sensibles concernent les situations de conflit, le bilan des blessés et des morts par exemple. La Croix-Rouge est en effet détentrice d'informations que le gouvernement congolais ne souhaite pas divulguer.

« On travaille ensemble, d'une façon mixte ou bien concomitante avec les militaires pendant la guerre. [...] C'est l'autorité publique qui donne l'information et dès que l'autorité publique a déjà donné l'information, nous ne pouvons pas aller à l'encontre.⁸⁵ » Ce système de communication serait « adapté » à la situation qui prévaut en RDC. Selon le président provincial de la Croix-Rouge du Nord-Kivu, divulguer des informations sensibles serait contre-productif tant pour l'organisation que pour les journalistes.

« Je peux informer un journaliste. Il le dira et le même soir, on viendra le chercher, il va disparaître. C'est la famille qui va se retrouver sans parent et puis c'est fini, c'est dans les oubliettes, alors que c'est lui le moteur, la personne-clé pour cette famille-là. Alors à quoi bon de lui donner une information qui va vous mettre vous deux en danger ?⁸⁶ »

Cette façon de faire serait par ailleurs conforme aux principes du Mouvement international de la Croix-Rouge.

« Par exemple la neutralité. La Croix-Rouge doit être la plus neutre possible dans tout ce qu'elle fait. Si on ne sait pas donner une bonne information [...] on peut plonger la Croix-

⁸² *Idem.*

⁸³ Kalenda, D., rédacteur en chef de Pole FM, entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁸⁴ Muamba, M., président provincial de la Croix-Rouge province du Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁸⁵ *Idem.*

⁸⁶ *Idem.*

Rouge dans la partialité au lieu d'être impartial. C'est pour cette raison qu'il faut être prudent.⁸⁷ »

Le président du comité provincial de la Croix-Rouge du Nord-Kivu précise également que son organisation n'a pas pour principale mission de fournir de l'information.

« Nous, notre première tâche ce n'est pas de donner l'information. Notre mission c'est d'atténuer, alléger les souffrances de la population, c'est les vulnérables qui nous préoccupent tandis que le journaliste, la recherche de l'information, c'est son métier.⁸⁸ »

À OCHA, le processus de communication est également hiérarchisé, pour éviter les « malentendus ». Ainsi, Vicky Prekabo peut partager des informations avec les journalistes qui l'appellent, mais ceux-ci ne peuvent citer que le « Head of Public Information » et l'information doit toujours être analysée en interne avant d'être divulguée. Comme le président provincial de la Croix-Rouge du Nord-Kivu, il souligne en outre que le mandat d'OCHA ne lui attribue pas comme mission principale de soutenir les médias. « On a juste conclu un accord d'échange d'informations. Pour nous, on se dit que quand on leur donne une information ou un scoop, c'est déjà beaucoup.⁸⁹ »

Un autre grief rapporté par les journalistes est le manque d'indépendance qu'induit la relation qu'ils entretiennent avec les humanitaires. Selon certains acteurs médiatiques, lorsqu'ils rapportent les « dérapages » d'organismes humanitaires, les rapports qu'ils nourrissent avec eux se dégradent. « Si vous dénoncez le mal qu'ils font, vous devenez leur ennemi.⁹⁰ » Des journalistes affirment dès lors s'autocensurer de peur de ne plus bénéficier de financements.

« Ça peut couper, j'ai déjà eu une expérience. Nous sommes toujours à couteaux tirés avec les chargés de communication, des Congolais, et eux ils vous disent clairement : 'si vous parlez mal de l'organisation, c'est moi que vous visez, donc ma tête' »⁹¹.

Le chargé de communication pourrait faire un mauvais rapport à sa hiérarchie, et le média jugé défavorablement risquerait de perdre les bénéfices dont il jouissait auprès de l'organisation. Les journalistes bénéficiant de voyages de presse ou de formations seraient en outre liés par une sorte de contrat tacite qui les empêcherait de critiquer frontalement l'organisation qui les prend en charge. Les diverses formes de rémunération sont donc incriminées par les acteurs médiatiques eux-mêmes. Un journaliste, employé par des médias internationaux et disposant de ce fait d'un salaire régulier, suggère ainsi que les humanitaires arrêtent de payer les journalistes, pour promouvoir un journalisme indépendant. Mais les journalistes locaux ne sont pas aussi catégoriques.

« Quand on est journaliste dans le contexte congolais de précarité, de pauvreté, ces humanitaires qui donne 20\$, 10\$, comment moi qui les reçois je vais agir ? Est-ce que je me permettrais de dire les choses négatives avérées sur une ONG qui m'a donné 20\$?

⁸⁷ Abedy, D. A., chef de cellule communication et relations publiques de la Croix-Rouge, Comité communal de Goma, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁸⁸ Muamba, M., président provincial de la Croix-Rouge province du Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁸⁹ Prekabo, V., assistant principal à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, entretien personnel, Goma, 5 octobre 2016.

⁹⁰ Malivika, A., correspondant pour *Voice of America* (VOA), entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁹¹ Mukosasenge, V., directeur de programmes information à la radiotélévision communautaire Tayna (RTCT), entretien personnel, Goma, 2 octobre 2016.

En toute indépendance, je ne le pense pas. C'est cette motivation qui biaise un peu le travail.⁹² »

Des journalistes déplorent encore le fait que les acteurs humanitaires ne communiqueraient que selon leurs propres intérêts. « Quand eux, ils font des cafés de presse, je dirais entre guillemets que c'est comme pour se justifier, dire qu'est-ce qu'ils font, où est-ce qu'ils le font et comment ils le font. ⁹³ » Certaines formations organisées par les organisations humanitaires ne seraient pas orientées vers l'intérêt des journalistes mais uniquement vers celui des humanitaires, qui souhaitent notamment justifier des dépenses auprès de leurs bailleurs de fonds. Étant donné le nombre important d'organisations humanitaires à Goma qui proposent des ateliers de formation, ceux-ci sont pas ailleurs jugés redondants et peu pertinents. Les ONG sont également accusées de vouloir avant tout mettre leur action en avant, durant ces formations.

Les rémunérations afférentes aux contrats qui lient humanitaires et journalistes sont également jugées dérisoires. « C'est un petit montant. Évidemment, on n'a pas le choix, on accepte.⁹⁴ » Les humanitaires profiteraient de la précarité économique dans laquelle vivent les journalistes pour faire passer leur communication. Certains journalistes souhaitent que l'attente des humanitaires soit clarifiée – souhaitent-ils que les journalistes relayent une information ou assurent leur communication ? – et que le budget que les humanitaires allouent aux acteurs médiatiques soit géré en conséquence.

« Moi, je fais la différence entre l'information et la communication. Quand c'est une information, je voudrais bien qu'elle soit gratuite. Mais quand vous voulez communiquer, dans ce cas, vous avez besoin de dire des choses qui vous arrangent, surtout parce que vous allez intégrer cette communication dans vos rapports et que nous vous aidons à atteindre vos cibles pour lesquelles vous êtes financés. Vous recevez des fonds colossaux que vous gérez comme vous voulez. Pourquoi ne réservez-vous pas une enveloppe conséquente aux médias, ce qui pourrait permettre par exemple à des médias sérieux de pouvoir prendre en charge correctement les journalistes qu'on envoie à ce genre d'activités ?⁹⁵ »

Les journalistes étant peu formés, ils n'ont cependant pas toujours conscience d'enfreindre leur déontologie professionnelle lorsqu'ils acceptent une forme de « coupage ». Le système serait ainsi maintenu, au bénéfice des humanitaires.

Un autre reproche souvent adressé par les journalistes aux humanitaires est leur propension à ne prêter attention qu'aux médias internationaux. Les humanitaires feraient venir des journalistes de grandes rédactions d'Europe ou des États-Unis, dont les produits médiatiques ne sont jamais diffusés à travers les médias congolais. La population de Goma serait dès lors contrainte d'écouter les médias internationaux pour s'informer. Selon les acteurs médiatiques, ces reportages diffusés en dehors du continent africain, servent à justifier les sommes dépensées par les organisations humanitaires et à susciter l'intérêt des bailleurs. Pourtant, les journalistes congolais revendiquent leurs compétences « Nous avons l'avantage de la proximité directe par rapport aux actions humanitaires. ⁹⁶ »

In fine, de nombreux journalistes estiment que la relation qui les unit aux humanitaires est peu équitable et que la mauvaise circulation de l'information engendrée par ce déséquilibre entrave l'action humanitaire.

⁹² Kubuya, T., directeur de Virunga Business radio (VBR), entretien personnel, Goma, 4 octobre 2016.

⁹³ *Idem.*

⁹⁴ *Idem.*

⁹⁵ *Idem.*

⁹⁶ *Idem.*

Au-delà des constats

Pour rendre compte de la relation qui unit les journalistes et les communicants, Jean-Baptiste Legavre recourt à l'oxymore d'« associés-rivaux ». Journalistes et communicants sont des associés en ce sens qu'ils ont des intérêts communs ou, du moins, croisés ou convergents : un communicant a besoin de relais, un journaliste a besoin d'informations⁹⁷. Ils sont aussi des rivaux parce qu'ils n'ont pas la même définition de ce qu'est une « bonne information ». À Goma, la nature de leurs interactions est rendue singulière du fait, notamment, de l'environnement structurel dans lequel les deux catégories d'acteurs évoluent. La faiblesse de l'appareil d'État, le manque d'opportunités d'emploi ainsi que la précarité professionnelle des journalistes impliquent qu'un certain nombre d'entre eux considèrent les organisations humanitaires principalement comme des entreprises génératrices d'argent ou pourvoyeuses d'emplois. Ces acteurs médiatiques voient également ces organisations comme servant, en premier lieu, la communauté internationale et ses bailleurs⁹⁸. De leur côté, les acteurs humanitaires se méfient de la façon de travailler des journalistes congolais, jugée peu professionnelle et éventuellement dommageable à leur action, et ne consentent pas d'investissements importants pour développer leur communication avec les journalistes locaux.

Les objectifs poursuivis par les uns et les autres sont un autre facteur déterminant de la relation. Car « si la nature de l'enjeu structure la relation des 'associés-rivaux', c'est bien parce que les critères de réussite des uns et des autres sont ici flous et sujets à appréciations variables.⁹⁹ » Les journalistes se montrent désireux d'engranger des bénéfices en termes d'informations, de contacts ou financiers et d'assumer un rôle humanitaire ou humaniste, alors que les acteurs humanitaires, bien qu'ils attribuent un rôle humanitaire aux journalistes, ne considèrent pas qu'il leur appartienne de développer les médias ou de veiller à la circulation de l'information, en dehors de leurs visées communicationnelles propres. De façon presque paradoxale et considérée comme intéressée par les acteurs médiatiques, ils n'hésitent cependant pas à proposer des formations relatives au journalisme.

Analyser le contexte de la relation qui unit acteurs médiatiques et acteurs humanitaires ainsi que les objectifs qu'ils poursuivent permet, dans une certaine mesure, d'identifier les contraintes et les tensions au sein desquelles ils « bricolent »¹⁰⁰. À Goma, ce « bricolage » se traduit notamment par le fait que ce sont souvent les acteurs humanitaires qui sont à l'initiative des interactions avec les journalistes. Ils utilisent leurs ressources humaines et financières pour acheter des espaces médiatiques et organiser des ateliers de formation sur des thématiques qui leur sont chères. De leur côté, les journalistes disent manquer de moyens pour atteindre les humanitaires. Selon eux, les organisations internationales ne communiquent que lorsqu'elles le jugent nécessaire et ne leur prêtent pas assez d'attention. Les acteurs médiatiques développent dès lors des stratégies et des formes d'échanges pour approcher ceux qu'ils voudraient pouvoir considérer comme des « partenaires ». Ces échanges prennent notamment la forme de « clubs de journalistes amis des humanitaires ».

⁹⁷ Legavre, J.-B., « Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme 'associés-rivaux' », *Communication & langages*, 2011 (169), pp. 105-123.

⁹⁸ Büscher, K. and Vlassenroot, K., « *Humanitarian presence and urban development: new opportunities and contrasts in Goma, DRC* », *op. cit.*, p. 267. Les auteurs font référence à la population de Goma dans son ensemble et non spécifiquement aux journalistes.

⁹⁹ Legavre J.-B., « Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme 'associés-rivaux' », *op. cit.*, p. 117.

¹⁰⁰ *Ibidem*. L'auteur analyse les relations entre journalistes et communicants, de façon générale.

Même si le mot n'est jamais utilisé, aux yeux d'une partie des journalistes, la manière de fonctionner de ces « clubs » s'apparente à du clientélisme. Pour James C. Scott, une relation de clientèle peut être définie comme un cas spécial de lien entre deux personnes

« qui implique une amitié largement instrumentale dans laquelle un individu de statut socio-économique plus élevé (le patron) utilise sa propre influence et ses ressources pour fournir de la protection, des avantages ou les deux, à une personne de statut inférieur (client), qui, pour sa part, rétribue en offrant un soutien général et de l'assistance, y compris des services personnels au patron.¹⁰¹ »

Il est en effet tentant d'assimiler les humanitaires – qui disposent d'informations et de ressources économiques dont ne disposent pas les acteurs médiatiques – aux patrons, et les journalistes membres d'un club – souvent soucieux de ne pas froisser l'organisation humanitaire qui assure le fonctionnement de leur structure – aux clients. Considéré sous l'angle clientéliste, ce « partenariat » s'apparente à une amitié bancal, à une relation entre inégaux, et non entre égaux comme le suppose une relation d'amitié¹⁰².

Le raccourci utilisé ici pour assimiler les interactions entre acteurs médiatiques et acteurs humanitaires de Goma à leur simple expression clientéliste est cependant évident et ne rend pas compte de la complexité de leurs échanges. De nombreux aspects de cette relation, soulignés par les principaux concernés et détaillés ci-dessus, témoignent de leur subtilité et de leur plus-value, invalidant ainsi la thèse d'une simple instrumentalisation des uns par les autres. Ainsi, les lieux d'échanges entre journalistes et humanitaires – y compris ceux qui n'offrent pas de rémunération, à l'instar des cafés de presse d'OCHA et les conférences de presse organisées par la Monusco – sont jugés utiles tant par les humanitaires que par les journalistes, tout comme certains aspects des ateliers de formation. Humanitaires et journalistes s'accordent également à dire que leur relation contribue au bon déroulement des actions humanitaires. Par ailleurs, les deux catégories d'acteurs sont composées d'individus agissant de manière propre. Les propos recueillis auprès des journalistes et des humanitaires attestent du fait que leurs interactions se construisent en partie sur la base de relations interpersonnelles singulières et contrastées, dont ne peuvent rendre compte des attributs et agissement prêtés de manière générale à l'ensemble de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Les façons de travailler des médias et des organisations humanitaires sont par ailleurs diversifiées, comme l'illustrent les exemples de Radio Okapi ou d'OCHA, à maints égards singuliers. Enfin, les acteurs humanitaires rejettent toute lecture clientéliste des rapports qu'ils entretiennent avec les journalistes. S'ils ont conscience d'avoir un statut économique élevé par rapport aux acteurs médiatiques, ils n'entendent pas en faire un usage abusif. Ils souhaitent simplement tenir compte de la réalité professionnelle dans laquelle évoluent les journalistes de Goma. Ils savent en effet que leurs activités de communication risquent d'être boycottées par de nombreux acteurs médiatiques si aucun « per diem » ou « transport » n'est fourni.

Aborder les relations entre humanitaires et acteurs médiatiques de Goma sous l'angle du clientélisme – c'est-à-dire en tenant compte de la perception d'une partie des journalistes – a néanmoins le mérite de pointer l'origine de certains « malentendus » qui entravent leur collaboration. Les organisations humanitaires sont en effet prises dans des schémas

¹⁰¹ Scott, J. C., *Comparative Political Corruption*, Englewood Cliffs, New Jersey, 1972, cité par Médard J.-F., « Clientélisme politique et corruption », *Tiers-Monde*, tome 41 (161), 2000, p. 77.

¹⁰² Rivers, P., *People in the Sierra*, Chicago, The University of Chicago Press, 1971, p. 140, cité par Médard J.-F., « Clientélisme politique et corruption », *op. cit.*, p. 78.

narratifs qui diffèrent de la façon dont elles se considèrent elles-mêmes¹⁰³. Identifier ces schémas narratifs est un moyen, pour les acteurs humanitaires, de les modifier et de prendre conscience du fait que l'humanitaire n'est pas seulement une action, mais également un discours sur cette action¹⁰⁴. Les journalistes également, ont tout intérêt à tenir compte de la façon dont ils sont considérés par les acteurs humanitaires dans la mesure où le manque de professionnalisme et la soif de rétributions financières qui leur sont prêtés sont autant de raisons, pour les humanitaires, de ne pas les considérer comme des partenaires privilégiés.

Identifier et comprendre les perceptions que nourrissent les uns à l'égard des autres en instaurant un dialogue entre journalistes et humanitaires de Goma, distinguer ces perceptions du contexte structurel dans lequel ils évoluent et sur lequel il est plus difficile d'agir, constituent des enjeux majeurs, car ces perceptions sont susceptibles d'influencer les comportements. Cette démarche d'identification nécessite cependant tout au moins que les humanitaires et les journalistes explicitent les contraintes et les attentes qui structurent leur façon de collaborer. L'enjeu consiste à considérer que le rapport qui relie information et action humanitaire est plus que simplement instrumental¹⁰⁵. Dans le contexte d'insécurité qui caractérise le Nord-Kivu, l'information peut en effet être un moyen de sauver des vies, de protéger les habitants ainsi que leurs biens matériels. Pour toute organisation humanitaire, adopter une approche communicationnelle cohérente, c'est favoriser le soutien des victimes, lever la complexité des situations, préserver son indépendance et prévenir l'insécurité ; autant d'objectifs cruciaux dans des contextes de guerre où rumeurs et désinformations circulent de façon massive et incontrôlable¹⁰⁶. Plus pragmatiquement, journalistes et communicants de Goma ont tout intérêt à clarifier leur relation et à mettre en exergue les tensions autant que les compromis à l'œuvre¹⁰⁷, dans la mesure où, en tant qu'associés-rivaux, ils ne peuvent espérer se débarrasser durablement l'un de l'autre et n'ont donc pas d'autre choix que de négocier¹⁰⁸.

¹⁰³ Dijkzeul, D. and Wakenge C. I., « Doing good, but looking bad? Local perceptions of two humanitarian organisations in eastern Democratic Republic of the Congo », *Disasters* 34 (4), 2010, pp. 1139-1170.

¹⁰⁴ Dauvin, P. (dir.), *La communication des ONG humanitaires*, op. cit., p. 60.

¹⁰⁵ Brauman, R. et Backmann, R., op. cit., p. 15.

¹⁰⁶ Dijkzeul, D. and Moke, M., « Public communication strategies of international humanitarian organizations », *International review of the Red cross*, 87 (860), December 2005, p. 691.

¹⁰⁷ Legavre J.-B., « Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme 'associés-rivaux' », op. cit., p. 123.

¹⁰⁸ *Ibidem*, p. 108.

Bibliographie

- Alliot, P., *Médias et humanitaires : les liaisons dangereuses*, Mémoire, Institut Universitaire de Technologie, Tours, 2000.
- Balabanova, E., « Media Power during Humanitarian Interventions: Is Eastern Europe any Different from the West? », *Journal of Peace Research*, 47 (1), 2010, pp. 71-82.
- Boegli, U., « A few thoughts on the relationship between humanitarian agencies and the media », *International Review of the Red Cross*, 38 (325), 1998, pp. 627-632.
- Brauman, R. et Backmann, R., *Les médias et l'humanitaire*, Paris, CFPJ, 1996.
- Brock, L., Holm, H.-H., Sørensen, G. & Stohl, M., *Fragile States: War and Conflict in the Modern World*, Cambridge, Polity Press, 2012.
- Büscher, K. and Vlassenroot, K., « Humanitarian presence and urban development: new opportunities and contrasts in Goma, DRC », *Disasters* 34 (2), 2010, pp. 256-273.
- Bwiti, G., Fierens, M. et Frère, M.-S., « Médias pour la démocratie et la transparence en RDC (Lot 1) », Étude de base 2013, France Expertise Internationale (DFID/SIDA/Ministère français des Affaires étrangères).
- CICR, « Coopération avec les sociétés nationales », 29 octobre 2010, www.icrc.org, consulté le 3 août 2016.
- Dauvin, P. (dir.), *La communication des ONG humanitaires*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- Dijkzeul, D. and Moke, M., « Public communication strategies of international humanitarian organizations », *International review of the Red cross*, 87 (860), December 2005, pp. 673-691.
- Dijkzeul, D. and Wakenge C. I., « Doing good, but looking bad? Local perceptions of two humanitarian organisations in eastern Democratic Republic of the Congo », *Disasters* 34 (4), 2010, pp. 1139-1170.
- Elongo, V., *Mutations politiques et pratiques journalistiques au Congo-Zaïre*, mémoire de DEA, Université libre de Bruxelles, 2004.
- Fondation Hirondelle, « Radio Okapi : Un réseau national durable d'information au service de la population Congolaise », document de projet 2013-2014, octobre 2012, p. 8.^{[L]_{SEP}}
- Franks, S., « The CARMA Report: Western Media Coverage of Humanitarian Disasters », *The Political Quarterly*, 77 (2), pp. 281-284.
- Frère M.-S., « Informer dans un pays morcelé et déchiré », in Frère, M.-S. (dir.), *Afrique centrale. Médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005, pp. 98-132.^{[L]_{SEP}}
- _, *Afrique centrale. Médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005.
- _, « Les médias 'chiens de garde' des élections au Burundi et en RDC ? Une critique de l'assistance internationale aux médias », *Afrique contemporaine*, 256 (4), pp. 119-138.
- Fusaschi, M., « Victimes à tout jamais. Les enfants et les femmes d'Afrique. Rhétoriques de la pitié et humanitarisme spectacle », *Cahiers d'études africaines*, 2 (198-199-200), 2010, pp. 1033-1053.

Gorin, V., « La couverture médiatique de la guerre civile du Biafra au regard des enjeux humanitaires dans les médias français, suisses et américains (1967-1970) », *Le Temps des Médias*, 2 (21), 2013, pp. 176-195.

IMMAR, « Étude médias en RDC. Résultats d'audience avril 2016, Goma », document de synthèse.

Institut de statistique de l'Unesco, « République démocratique du Congo », <http://uis.unesco.org/fr/country/cd>, consulté le 15 décembre 2017.

JED, « Rapport annuel 2017. République démocratique du Congo. La Répression se banalise », Kinshasa, 2017, disponible en ligne sur <http://jed-afrique.org/wp-content/uploads/2017/11/JED-RAPPORT-2017.pdf>.

Lapess Munkeni, R., *Le coupage : Une pratique d'allocation des ressources dans le contexte journalistique congolais*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Lavoine, Y., *L'humanitaire et les médias*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2002.

Legavre, J.-B., « Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme 'associés-rivaux' », *Communication & langages*, 2011 (169), pp. 105-123.

Mbavu Muhindo, V., *De l'AFDL au M23 en République démocratique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2014.

Médard J.-F., « Clientélisme politique et corruption », *Tiers-Monde*, tome 41 (161), 2000, pp. 75-87.

Megaloudi, F., « Les médias se multiplient, mais la communication humanitaire n'atteint pas sa cible », www.irinnews.org, 28 mai 2013, consulté le 6 avril 2016.

Mesnard, P., *La victime écran : la représentation humanitaire en question*, Paris, Textuel, 2002.

Moke, M. and Rüther, M., « Media and humanitarian action », in Gibbons, P. et Heintze, J. (Eds), *The Humanitarian Challenge*, New York, Springer, 2015, pp. 253-263.

Mungazi Cosmas, « Goma: Les journalistes amis, une bonne affaire pour les ONG », *Syfia Grands Lacs*, Goma, 8 Février 2013.

Nations unies, site des Nations unies, <http://www.un.org/fr/humanitarian/overview/ocha.shtml>.

PNUD, rapport national sur le développement humain 2016. « Croissance inclusive, développement durable et défi de la décentralisation en République démocratique du Congo », août 2017, disponible en ligne sur <http://www.cd.undp.org/content/rdc/fr/home/library/planification-du-developpement/rapport-national-sur-le-developpement-humain-2016--rndh-2016-.html>.

Radio Okapi, « 15% de la population a accès à l'électricité 'avec délestage' », <https://www.radiookapi.net>, 9 juillet 2016, consulté le 15 décembre 2017.

Rivers, P., *People in the Sierra*, Chicago, Chicago, The University of Chicago Press, 1971.

Rotberg, R. and Weiss, T., *From massacres to genocide: The media, public policy and humanitarian crises*, Washington, Brookings, 1996.

Scott, J. C., *Comparative Political Corruption*, New Jersey, Englewood Cliffs, 1972.

Soderlund, W. et al., *Humanitarian crises and intervention: Reassessing the impact of mass media*, Columbia, Association for Education in Journalism and Mass Communication, 2010.

Vestergaard, A., « Humanitarian branding and the media: The case of Amnesty International », *Journal of Language and Politics*, 7 (3), 2008, pp. 471-493.

Liste des entretiens

La fonction figurant à côté du nom des personnes rencontrées est celle qu'elles occupaient à la date de l'entretien.

Entretiens cités

Abedy, D. A., chef de la cellule communication et relations publiques de la Croix-Rouge, Comité communal de Goma, Goma, 5 octobre 2016.

Kabuya, M.-N., rédactrice en chef à la radiotélévision Emmanuel, Goma, 4 octobre 2016.

Kalenda, D., rédacteur en chef de Pole FM, Goma, 4 octobre 2016.

Katondji, B., chef d'antenne de l'Observatoire des médias congolais et directeur commercial de la RTNC, Goma, 3 octobre 2016.

Kubuya, T., directeur de Virunga Business radio (VBR), Goma, 4 octobre 2016.

Malivika, A., correspondant pour *Voice of America* (VOA), Goma, 4 octobre 2016.

Manengu, A., chargé de communication, Médecins Sans Frontières, Goma, 5 octobre 2016.

Muamba, M., président provincial de la Croix-Rouge province du Nord-Kivu, Goma, 5 octobre 2016.

Mukosasenge, V., directeur de programmes information à la radiotélévision communautaire Tayna (RTCT), Goma, 2 octobre 2016.

Prekabo, V., assistant principal à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, Goma, 5 octobre 2016.

Rushago, V., chef de division communication et relations publiques à la Croix-Rouge RDC, Province du Nord-Kivu, Goma, 3 octobre 2016.

Sumaili, A., éditeur du journal *L'Etoile du Kivu*, Goma, 5 octobre 2016.

Tulinabo, A., coordonnateur du « Club des journalistes amis de la Croix-Rouge » de Goma et éditeur du journal *Le Peuple Souverain*, Goma, 7 octobre 2016.

Wundi T., rédacteur en chef à la RTNC et correspondant principal pour Journaliste en danger (JED) à Goma, Goma, 3 octobre 2016.

Autres entretiens

Biteketa, T., chef adjoint de la cellule Communication et Relations publiques de la Croix-Rouge, Comité communal de Goma, 5 octobre 2016.

Ngala, J., rédacteur en chef de Radio Okapi à Goma, 1^{er} octobre 2016.